

L'ONG Solidarités avec les déplacés congolais

Au Nord-Kivu, les ONG internationales sont confrontées à une catastrophe humanitaire.

Les équipes de l'association Solidarités, présentes à Rutshuru, tentent de parer au plus pressé.



Chez Solidarités RDC, on connaît bien la ville de Rutshuru, qu'un convoi humanitaire des Nations unies a pu rejoindre hier matin. Rutshuru, à 80 km de piste au nord de Goma, est tenue par les hommes de Laurent Nkunda, le chef du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). « C'est une ville de 60 000 habitants, explique la chef de mission de Solidarités au Nord-Kivu, Marine Le Page. Mais désormais il y a plus de déplacés que d'habitants ».

70 000 déplacés donc à Rutshuru, soit 8 % seulement des réfugiés du Nord-Kivu. Les ONG avaient recensé 523 000 déplacés, dans la province, entre août 2007 et septembre 2008. « En deux mois, il en est apparu 218 600 autres et, la semaine dernière, entre 150 000 et 170 000 personnes ont quitté leurs foyers », précise cette Brestoise de 30 ans, arrivée dans l'est de la RDC en 2006.

Ne pas rester dans l'urgence

« C'est une zone où nous étions très actifs jusqu'à la semaine dernière. Nous travaillons au profit des populations déplacées pour leur fournir de l'eau potable, assurer l'assainissement, distribuer des produits de première nécessité, l'objectif étant de prévenir les maladies, comme le choléra,



Des réfugiés sur la piste reliant Goma à la ville de Rutshuru, située à 80 km au nord.

liés aux rassemblements de population ». La brutale escalade militaire a obligé l'association à cesser ses activités « puisque l'axe routier constituait en fait une ligne de front », puis à rapatrier ses équipes sur Goma et, enfin, à évacuer la ville en fin de semaine dernière.

Le cessez-le-feu annoncé par Laurent Nkunda a permis à Solidarités de regagner Goma, toujours encerclée par les rebelles du CNDP qui ne tiennent pas à y entrer, et de reprendre ses activités de distribution d'eau. « On parvient à distribuer 140 000 litres d'eau par jour, à quelque 8 000 ménages », explique Marine Le Page qui espère pouvoir rapidement accéder

à d'autres déplacés mais sans trop exposer ses équipes.

« Nous refusons d'être escortés par qui que soit, même par les Casques bleus, car la situation est extrêmement politisée. Avoir une protection armée, c'est courir le risque d'être instrumentalisé. On préfère donc prendre contact et négocier notre passage avec les groupes armés – et ils sont nombreux ! – plutôt que de compter sur la protection de qui que ce soit ». La pratique s'avère, jusqu'à aujourd'hui, payante : « Lors de la dernière crise, on ne s'est pas fait tirer dessus ; personne n'a été agressé ; nos locaux n'ont pas été pillés... ».

Aujourd'hui, Solidarités ne veut

pas rester dans l'urgence : « On doit répondre aux besoins immédiats, mais il va falloir mettre en œuvre des projets de réhabilitation des adductions d'eau et de traitement de l'eau. Il faut travailler aussi sur les ressources structurelles ».

Philippe CHAPLEAU.

■ Pour le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, la mission de l'Onu (Monuc) devrait avoir « des soldats différents, des règles d'engagement et une volonté de commandement différents ». L'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo va être nommé au poste de représentant spécial de l'Onu pour une solution politique.